Le concept de réseau comme discours de légitimation de la restructuration managériale de l'université

UNE CRITIQUE DE LA THÉORIE DE MANUEL CASTELLS

Amélie Descheneau-Guay
Maxime Ouellet

« Jeunes nomades, nous vous aimons ! Soyez encore plus modernes, plus mobiles, plus fluides [...]. Soyez légers et anonymes comme des gouttes d'eau ou des bulles de savon : c'est l'Égalité vraie, celle du Grand Casino de la vie ! Si vous n'êtes pas fluides, vous ne serez pas admis dans la Grande Surboum Mondiale du Grand Marché ».
G. Châtelet (2000 : 86)

Le 16 octobre 2006, le sociologue Manuel Castells présentait une conférence intitulée « Les universités à l'ère de l'information » dans le cadre des Grandes Conférences de la TÉLUQ. La communication de Castells rapportait ses réflexions sur le rôle de l'université dans le contexte des transformations sociétales, caractérisées selon lui par l'avènement de l' « ère de l'information » et de la « société en réseaux ». Les recommandations formulées par Castells lors de cette conférence laissent perplexe quiconque possède un regard

critique face aux phénomènes de la mondialisation économique néolibérale et de l'émergence d'une « société du savoir », ou en réseaux, soutenue par un capitalisme « informationnel ». C'est précisément cette conférence qui a motivé la rédaction de cet article. La thèse que nous y soutenons est que le discours sur les réseaux tel qu'étayé par Manuel Castells légitime la restructuration actuelle de l'université selon des principes managériaux.

***

Nous soutenons que ce discours sur les réseaux, produit par certains théoriciens et relayé médiatiquement et institutionnellement, possède une force performative en ce qu'il définit et prescrit un certain nombre de normes, de valeurs, de comportements importés des pratiques managériales. Ce discours apologétique d'une société globalement réticulée sous-tend la production d'un certain type de sujet « flexible » et fluide formé par l'institution universitaire. Cautionnés explicitement ou implicitement par des théoriciens populaires tels que Manuel Castells, ces discours ont alors l'apparence d'une vérité objective. Marqués du sceau de scientificité par des auteurs académiques, ils atteignent ensuite dans l'espace public un statut consensuel. Ils se légitiment entre autres à travers la récupération de la critique de l'absence d'autonomie, de liberté et de participation traditionnellement adressée aux institutions universitaires.

Nous développerons notre argumentation en trois temps. Nous présenterons d'abord brièvement les trois principales critiques adressées à la thèse de Castells sur la société en réseaux et le capitalisme informationnel. Nous verrons que son analyse a-critique de la mise en réseaux de l'économie et de la société l'amène à produire un discours dépolitisé du processus de mondialisation et de marchandisation du savoir. Dans un deuxième temps, nous examinerons en quoi le discours sur les réseaux dont Castells est l'un des principaux promoteurs possède des affinités avec l'idéologie managériale, que certains nomment le *nouvel esprit du capitalisme* (Boltanski et Chapiello, 1999). Dans un troisième temps, nous analyserons le discours prononcé par Castells lors de sa conférence à la TÉLUQ dans le but de démontrer que son analyse,

même si elle se présente sous couvert de neutralité scientifique, cautionne la restructuration de l'université à des fins managériales et la production d'un sujet flexible adapté aux exigences du mode de régulation actuel du capitalisme.

1. Une critique en trois temps de la thèse de Manuel Castells sur la société en réseaux

Afin de situer le discours de Castells sur le rôle de l'université à « l'ère de l'information », il convient en premier lieu de résumer les éléments centraux de sa thèse. Il s'agit de montrer que l'importance de son travail ne réside pas nécessairement dans la réalité qu'il prétend décrire, mais plutôt dans sa force performative[1]. L'intention n'est pas tant de procéder à une analyse exhaustive de la trilogie de Castells, que de souligner les présuppositions normatives qui sous-tendent son argumentation et d'explorer de quelles manières ces *a priori* masquent des rapports de pouvoir — en dépit de ce que l'auteur prétend sur la neutralité du travail intellectuel[2]. Les trois principales critiques adressées à la théorie castellienne de la société en réseaux sont : 1) son déterminisme technologique ; 2) son approche structuralo-fonctionnaliste ; 3) l'absence d'une analyse critique de la marchandisation du savoir dans sa théorie du capitalisme informationnel.

---

[1]Une expression ou un discours peut être considéré comme performatif lorsqu'il *produit* ce qu'il nomme. La répétition constante d'un même postulat à travers divers canaux (médias, documents officiels, etc.) en vient à définir les cadres de la réalité qu'elle décrit. En d'autres mots, un discours performatif est l'équivalent d'une prophétie auto-réalisatrice. Un exemple fréquemment utilisé pour expliquer le concept de performativité est celui du discours prononcé lors d'un mariage. Lorsque le prêtre énonce : « Je vous déclare mari et femme », le mariage prend une réalité concrète. La performativité de certains discours consiste ainsi en leur matérialisation dans des pratiques concrètes. Le discours performatif produit des effets de surface, de fixité et de frontières, à travers la répétition constante de normes qui régularisent des comportements spécifiques.

[2] Castells choisit d'éviter une analyse critique ; il soutient pour sa défense qu'à chaque fois que les intellectuels ont essayé de trouver des réponses à l'historique question « Que faire ? », une catastrophe s'en est suivie. Selon Castells, la théorie et la recherche doivent être considérées comme un moyen de comprendre la réalité et doivent être évaluées en termes d'exactitude, de rigueur et de pertinence. En ce sens, il affirme que les intellectuels doivent modifier leur rôle par rapport à celui qu'ils ont occupé au XXe siècle en interprétant différemment le monde plutôt qu'en voulant le transformer.

1.1 La globalisation et la mise en réseau de l'économie comme processus déterminé technologiquement

Selon Castells, nous serions entrés dans « l'ère de l'information » caractérisée par une morphologie sociale réticulaire. Trois tendances concomitantes auraient modifié de manière radicale la société, soit la révolution dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), la crise de l'industrialisme et de l'étatisme (donc du mode de régulation fordiste[3], de la social-démocratie et du communisme) dans les années 1970, et les transformations culturelles engendrées par les idéaux libertaires des nouveaux mouvements sociaux apparus dans les années 1960.

Castells se défend que la technologie détermine la société ; selon lui « elle l'incarne ». Il soutient néanmoins qu'un ensemble d'évolutions technologiques issues de la Silicon Valley des années 1970 serait le moteur d'un nouveau mode de développement, qu'il nomme « informationnel ». Celui-ci structurerait les rapports sociaux, qui prennent désormais une forme réticulaire et succéderait ainsi aux anciens modes préindustriels et industriels. Si l'industrialisme recherchait la maximisation de la production, l'informationnalisme viserait plutôt le développement technologique, c'est-à-dire l'accumulation de savoirs face à la complexité croissante de l'information.

Plusieurs critiques (Garnham, 2000 ; Abigaldi et Webster, 2000 ; May, 2002) estiment que la thèse de Castells souffre du même déterminisme que celles de ses prédécesseurs. Ce type d'analyse considère la technologie comme la principale source de productivité, ce que Stehr (2000a) identifie comme le « paradoxe de Solow », à savoir que les ordinateurs sont partout — excepté dans les livres comptables[4].

---

[3] Les régulationnistes ont qualifié de « fordisme » le mode de régulation institué après la Seconde Guerre mondiale qui se caractérisait par un régime d'accumulation fondé sur une production de masse de type industriel, sur une division taylorienne du travail caractérisée par la spécialisation des tâches et l'organisation scientifique du travail, et sur une consommation de masse rendues cohérentes sur la base territoriale de l'État-nation. La conciliation entre accumulation et consommation s'est effectuée sur la base d'un compromis entre le capital et le travail, dans lequel les augmentations salariales correspondaient à l'augmentation de la productivité.

[4] La question de savoir d'où proviennent la productivité et la valeur dans la « nouvelle économie » fait l'objet de nombreux débats. Le paradoxe de Solow exprime qu'en dépit des investissements massifs déployés dans le domaine des nouvelles technologies par les

De plus, les modes de développement (préindustriel, industriel, informationnel) seraient déterminés par des critères objectifs comme ceux de l'efficacité et la productivité, sans jamais que soient questionnés les *a priori* normatifs sur lesquels reposent ces critères[5].

Les TIC seraient apparues pour résoudre la crise du mode de régulation fordiste-keynésien mis en place dans la plupart des pays occidentaux après la Seconde Guerre mondiale. Selon Castells, l'implantation des TIC a eu pour conséquence une restructuration radicale du capitalisme, lequel possèderait désormais trois caractéristiques principales. Le nouveau capitalisme serait : 1) informationnel, parce que la productivité et la compétitivité de l'économie dépendraient de la manière dont on traite l'information. Cette économie informationnelle se caractériserait entre autres par l'hégémonie d'une nouvelle catégorie de travailleurs cognitifs affectés à la manipulation de symboles ; 2) global, parce que les activités de production et de consommation sont organisées à l'échelle planétaire et fonctionnent en temps réel grâce à l'utilisation des réseaux informatisés ; 3) en réseaux, parce que les firmes multinationales ont réorganisé leur ancienne structure organisationnelle de type pyramidal et hiérarchique sous la forme de réseaux qui permettent une plus grande flexibilité.

---

entreprises au cours des vingt dernières années, on ne retrouve pas d'effets tangibles dans le calcul comptable de la productivité des entreprises. Des écarts importants sont toutefois observables entre les capacités de revenus des entreprises (correspondant à la capitalisation boursière) et leurs actifs tangibles (leur capital matériel fixe). Certains auteurs managériaux cherchent à expliquer la dématérialisation des capacités de revenus des entreprises (ce qui n'apparaît pas dans les livres comptables), à travers le concept d'actifs intangibles voulant que la valeur provienne de ressources qui ne sont pas comptabilisées par les mécanismes comptables actuels, notamment les pratiques organisationnelles, les ressources humaines, la R&D, la publicité, etc. Certains auteurs marxistes (Harribey, 2001) prétendent qu'il ne s'agit que d'une pure logique spéculative qui masque la valeur réelle provenant du procès de travail. D'autres (Chesnay, 2002) affirment qu'il s'agit d'un nouveau régime d'accumulation à dominante financière où la sphère financière serait déconnectée de la sphère productive.

[5] Castells affirme pourtant que nous ne sommes pas en mesure de voir les résultats de l'augmentation de la productivité dans la valeur comptable des entreprises parce que les économistes ne possèdent pas encore les outils comptables permettant d'évaluer l'effet des TIC (Castells, 2001). Cette affirmation se trouve à démontrer que l'efficacité et la productivité sont des constructions sociales, au sens où elles résultent d'une compréhension intersubjective, d'une convention selon André Orléan (2000). Il s'agit d'une remise en question de l'idée sur laquelle repose l'économie néo-classique voulant que de tels critères reflètent une objectivité réelle existant au-delà des normes et des institutions.

Cette description du « nouveau capitalisme » engendre toutefois une interrogation fondamentale : quelle est cette part réelle de nouveauté ? De fait, l'ère des réseaux n'est pas si récente qu'il n'y paraît ; le capitalisme de marché a toujours fonctionné sous une forme réticulaire complexe (Garnham, 2000)[6]. En fait, le mode de production capitaliste est soutenu par des réseaux de communication depuis longtemps, au moins depuis que Rowland Hill se fit au début du XIXe siècle le champion d'une réorganisation du service postal britannique (*ibid.*). Il ne fait aucun doute que les nouvelles technologies ont fait une différence. Toutefois, on peut penser qu'il s'agit davantage d'une continuité ponctuée de changements qui ont cours dans l'*exploitation* à l'échelle globale.

L'aveuglement face au fait que les marchés aient toujours été des réseaux conduit Castells à surestimer le facteur « nouveauté », mais aussi la portée de l'entreprise en réseaux ainsi que la circulation du capital par rapport à la production (Garnham, 2000). La thèse de l'entreprise en réseaux de Castells consiste à soutenir que son activité principale est désormais la circulation de flux d'information, de communication et de flux financiers[7]. Le système financier qui évolue dans les réseaux électroniques en temps réel aurait rendu le capitalisme hors du contrôle de la classe capitaliste, qui ne serait plus en mesure de diriger le processus de production. En lieu et place d'une classe capitaliste, on retrouverait un « capitalisme sans visage », ce qui marquerait la fin de la lutte des classes. Le problème avec ce type d'analyse est qu'elle n'est nullement démontrée empiriquement[8]. Castells se rapproche ici des

---

[6] En ce sens, Garhnam (2000) rappelle que si l'on se réfère à Weber et Sombart, on constate que les questions d'internationalisation des firmes et de leur développement en réseaux ont été analysées il y a plus de 70 ans.

[7] Cette insistance sur la circulation du capital au détriment de la production conduit Castells à négliger que le capital doit nécessairement « redescendre sur terre » pour se valoriser (Sassen, 1996). La valorisation du capital implique un processus de territorialisation, qui s'exprime par exemple dans la montée des villes-globales composées des principales places boursières. En ce sens, le capitalisme en réseaux serait loin d'être aussi global et décentralisé que le prétend Castells. Au contraire, cette « nouvelle » logique du capitalisme est fortement centralisée tant en termes spatiaux qu'économiques.

[8] Le sociologue Leslie Sklair (1991) soutient au contraire qu'on assisterait à la montée d'une classe capitaliste transnationale composée des élites économiques, politiques et académiques de différents pays et qui se caractériserait par une culture et une vision du monde communes. Les travaux de Duménil et Lévy (2004) démontrent quant à eux

auteurs managériaux tels que Peter Drucker (1979, 1993) et Robert Reich (2001), pour qui l'émergence des travailleurs symboliques et intellectuels marquerait la fin de l'exploitation du travail. Le théoricien du management Peter Drucker soutient entre autres que ce sont désormais les travailleurs qui possèdent les moyens de production à travers leurs caisses de retraite, de même que les outils de production, « parce qu'un travailleur du savoir est propriétaire de son savoir et peut l'emporter avec lui là ou il le veut » (Drucker, 1993 : 16). Cette nouvelle réalité marquerait la fin de l'exploitation capitaliste. Or, comme le rappelle May :

> « Quoiqu'en disent les cyber-utopistes, les différences de classes fondées sur la propriété des moyens de production n'ont pas disparu. Dans l'économie de l'information, la propriété des ressources informationnelles reste largement dépendante du capital et les travailleurs n'ont accès à ces ressources que dans la limite de leur activité salariale. Ils peuvent travailler et utiliser le savoir et l'information contrôlés par les entreprises mais ne sont pas en mesure d'accéder à la propriété de ces ressources. Les employeurs ont recours à des techniques légales et organisationnelles pour s'assurer que les salariés même les plus expérimentés soient empêchés de garder des ressources informationnelles (du "capital savoir") destinées à leur propre usage. » (May, 2003 : 87)

En ce sens, le concept d'élite paraît encore pertinent pour comprendre la dynamique de stratification sociale. Metzger et Pierre (2003) reconnaissent l'effort de Castells pour cerner les contours d'une élite mondiale mais soutiennent qu'il assimile paradoxalement la mondialisation à un processus *désincarné*. En effet, le concept de réseau décrit par Castells (horizontal, diffus, non-hiérarchique, étendu, etc.) laisse l'impression d'une absence de rapports de pouvoir, d'une absence de classes [9] et d'une absence d'élite économique. Pourtant, le capitalisme

---

comment les politiques néolibérales de déréglementation financière ont profité aux classes supérieures au détriment des classes ouvrières.

[9] Si l'existence de classes est remplacée par une « opposition plus fondamentale entre la logique pure des flux de capitaux et les valeurs culturelles de l'expérience humaine » (Castells, 2001 cité dans Garnham, 2000), un lien étroit peut être établit entre la théorie de

financier se caractérise par une très forte concentration de la propriété[10]. Il semble d'ailleurs pertinent de s'interroger sur la force performative de cette présupposition voulant qu'il n'y ait plus de rapport antagonique fondé sur les classes dans une société réticulée, présupposition qui à force d'être répétée se trouve à légitimer et à désocialiser les rapports d'inégalités. Celles-ci ne seraient plus le résultat de facteurs structurels propres au mode de production, mais plutôt la conséquence de comportements individuels inadaptés à la « nouvelle » réalité. En affirmant que le capitalisme est hors de contrôle et que seule une classe de travailleurs symboliques formée de gens éduqués est en mesure de diriger le processus de production, ou du moins d'en profiter, Castells trace le portrait d'une société méritocratique (Abigaldi et Webster, 2000). Cette croyance, une fois reprise par les institutions politiques et universitaires, alimente un discours sur la nécessité de former des sujets flexibles dans le but d'assurer la compétitivité des États et des entreprises, en rejetant la responsabilité du sous-emploi sur le manque de qualifications et l'inflexibilité des travailleurs (Garnham, 2000).

1.2 Le modèle structuralo-fonctionnaliste

Castells adopte un modèle théorique structuralo-fonctionnaliste des rapports sociaux dans son analyse des transformations structurelles du capitalisme engendrées par l'innovation technologique. Dans la société en réseaux, c'est la structure qui détermine l'action politique. Le pouvoir s'exerce non plus de manière hiérarchique à travers l'exploitation d'un groupe sur l'ensemble de la société, mais à travers l'exclusion du réseau. Selon l'auteur, « le non-accès à ces réseaux est devenu la forme la plus dommageable d'exclusion dans notre économie et notre culture » (Castells, 2002 : 11). Castells présente ainsi les exclus de la société comme des « travailleurs génériques », sans toutefois véritablement faire état des acteurs et des élites qui participent à cette exclusion (Stalder, 2006).

Castells trace le portrait d'un processus systémique autoréférentiel qui s'apparente, sans s'y référer, à la description que fait N. Luhmann

---

la société en réseaux de Castells et l'insistance postmodernisante de la culture de la différence, de l'expérience éclatée.

[10] En négligeant ce fait, Castells reprend en quelque sorte l'affirmation de Drucker (1979) selon laquelle la financiarisation de l'économie transforme le capitalisme en « socialisme de fonds de pension ».

(1999) de la société comme système autopoïétique[11]. De ce fait, son modèle structuralo-fonctionnaliste néglige une part importante de l'explication des transformations contemporaines, à savoir la question de l'intervention humaine. Les acteurs font face à un processus dont les origines politiques demeurent nébuleuses[12]. Pourtant, le processus d'implantation de la technologie à des fins d'accumulation flexible de même que le processus de mondialisation sont le résultat d'une intervention humaine. Ils sont codifiés dans une série de normes, de règles, d'habitus et d'institutions — dans des organisations internationales telles que l'OCDE, l'UNESCO, l'OMC, la Banque Mondiale, le FMI — dont Castells fait l'économie de l'analyse. Certains auteurs ont montré que si les transformations du capitalisme contemporain conduisent à une dynamique où la finance semble s'autonomiser par rapport à la production — à travers ce que les régulationnistes nomment un régime d'accumulation à dominante financière (Chesnay, 2002 ; Aglietta, 1998) — elles n'en demeurent pas moins un phénomène *social*. La prise en compte de telles analyses permet d'examiner en quoi l'économie globale consiste en une dynamique autoréférentielle sciemment construite par certains acteurs. Ce constat remet en question l'idée soutenue par Castells selon laquelle il n'y a pas d'explication sociopolitique (liée à un rapport de force) à l'actuelle configuration sociétale, ni d'alternatives au mode de développement informationnel.

1.3 La marchandisation du savoir occultée

La dernière critique soulevée concerne la question de l'information et du savoir chez Castells. Une des principales failles de sa conceptualisation consiste en sa définition du savoir et de l'information, termes qu'il utilise de manière interchangeable (Stehr, 2000a). Si l'on définit généralement l'information comme une donnée brute à partir de laquelle on construit des savoirs, le savoir quant à lui est le résultat d'une

---

[11] Le concept d'autopoïèse chez Luhmann (1999 : 52) désigne des systèmes qui s'auto-reproduisent. Ils sont en mesure de reproduire eux-mêmes les éléments qui constituent le système grâce la communication que ce système entretient avec son environnement.

[12] En dépit de tous les efforts de Castells de croire aux nouveaux mouvements sociaux, c'est la logique de la structure qui décide en bout de ligne puisque le réseau est la nouvelle morphologie sociale et que « dans la société en réseaux, la morphologie sociale l'emporte sur l'action sociale » (Castells, 2001 cité dans Garham, 2000).

dynamique culturelle qui s'inscrit dans un processus de socialisation (Stehr, 2000b). Castells définit l'information comme la communication du savoir. Il ne prend pas en considération le fait que l'information et le savoir, prétendues sources principales de la production dans la société en réseaux, sont à l'heure actuelle des marchandises (Schiller, 1999). Pour les économistes et pour les industries qui oeuvrent dans le domaine de la production du savoir, l'information en tant que marchandise constitue un problème théorique et pratique majeur ; elle est un bien non-exclusif et facilement reproductible. Cela signifie que la consommation d'une information par un agent économique n'empêche pas sa consommation par un autre agent (Babe, 1995). En ce sens, le concept de rareté — essentiel dans une économie marchande pour attribuer une valeur à un bien — est inapplicable dans le cas de l'information et du savoir. Afin que l'information possède une valeur échangeable sur le marché, il est nécessaire de créer un processus de « raréfication ». En clair, il s'agit de transformer l'information en une marchandise fictive à travers ce que Polanyi (1983) nomme le phénomène de l'«enclosure», transformation permise notamment par les droits de propriété intellectuelle[13]. En ce sens, la société en réseaux n'est pas si différente de la société industrielle dans la mesure où elle consiste en une continuation du processus de marchandisation propre au capitalisme industriel (Tremblay, 1995). La nouveauté résiderait plutôt dans la création de nouvelles formes d'accumulation primitive[14] par le capital (May, 2003).

---

[13] Le processus d'enclosure de la terre dont fait mention Polanyi (1983) est une précondition à sa marchandisation essentielle au système historique capitaliste, dans la mesure où l'on a procédé au découpage des terres agricoles en vue de leur exploitation intensive. Si pour Polanyi la terre, le travail et l'argent sont des marchandises fictives dans la mesure où il ne s'agit pas de biens tangibles au même titre que n'importe quelle marchandise sur le marché, il en va de même du « savoir » sous le régime des droits de propriété intellectuelle.

[14] Chez Marx, l'accumulation primitive est l'acte fondateur qui a produit historiquement le système capitaliste. Il repose sur une forme de violence en ce qu'il vient arracher aux producteurs la propriété des moyens de production : « Au fond du système capitaliste il y a dope la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. Cette séparation se reproduit sur une échelle progressive dès que le système capitaliste s'est une fois établi ; mais comme celle-là forme la base de celui-ci, il ne saurait s'établir sans elle. Pour qu'il vienne au monde, il faut donc que, partiellement au moins, les moyens de production aient déjà été arrachés sans phrase aux producteurs, qui les employaient à réaliser leur propre travail, et qu'ils se trouvent déjà détenus par des producteurs marchands, qui eux les emploient à spéculer sur le travail d'autrui. Le mouvement historique qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures, voilà donc le fin mot de l'accumulation appelée

En négligeant la nature de l'information dans un régime d'accumulation flexible, Castells présente les transformations sociétales contemporaines comme étant le résultat d'un processus objectif déterminé par la nécessité d'efficacité du mode de développement informationnel. En ce sens, il se trouve à naturaliser et à dépolitiser le phénomène de mondialisation, de même que les technologies qui participent à son déploiement. Les présuppositions normatives au fondement de la théorie de Castells structurent ainsi un discours sur la réorganisation de l'université comme un lieu essentiel à l'accumulation du capital dans une « économie du savoir », sans que soient abordées les finalités d'un tel projet. Les entreprises doivent constamment innover et mettre de nouveaux produits sur le marché, ce qui nécessite un accès rapide aux dernières découvertes des chercheurs-entrepreneurs (Slaugher et Leslie, 1999). Les universités sont sommées de s'organiser selon les besoins du marché afin d'être plus compétitives pour vendre leur savoir au plus offrant. En ce sens, les « travailleurs cognitifs » des universités ou des laboratoires de recherche connaissent un assujettissement croissant au capital (Garnham, 2000). En décrivant de manière apologétique le nouveau mode de développement informationnel (Jessop, 2004), Castells masque la nature spéculative et les finalités d'accumulation du capitalisme informationnel dans la société en réseaux.

2. Le concept de réseau et ses affinités avec l'idéologie managériale

Considérant ces critiques adressées à la théorie de la société en réseaux, on peut se demander dans quelle mesure le discours sur les réseaux de Castells possède des rapprochements avec l'idéologie managériale, que certains nomment un nouvel *esprit du capitalisme* (Boltanski et Chiapello, 1999). Ce discours sur les réseaux soutenu par Castells contribue à produire et à entretenir, en tant que discours *performatif*, une réalité dans laquelle l'institution universitaire contemporaine est sommée de s'inscrire. Plus spécifiquement, il s'agit d'examiner de quelles manières : 1) le concept de réseau agit comme discours de justification des transformations récentes du capitalisme ; 2) ce discours établit une convergence entre les pratiques de l'entreprise

---

« primitive » parce qu'elle appartient à l'âge préhistorique du monde bourgeois. » (Marx, 1867)

et celles de l'université ; 3) ce discours est relayé à travers des « circuits culturels » du capital, dans lesquels figurent certains gourous du management et auteurs académiques.

2.1 Le « réseau » comme discours de justification d'un nouvel esprit du capitalisme

D'un point de vue idéologique, la notion de réseau peut être comprise comme un discours de justification qui s'inscrit à l'intérieur de l'espace public et agit comme moyen de légitimation des contradictions de l'ordre social (Côté, 1998), en récupérant les critiques qui sont adressées à cet ordre. Étant donné les caractéristiques qui lui sont attribuées (horizontal, égalitaire, participatif), le concept de réseau expurge les notions de pouvoir et d'antagonisme, pourtant aux fondements même des rapports sociaux.

Le discours de justification du réseau peut être appréhendé en termes d'*esprit du capitalisme* (Boltanski et Chiapello, 1999). Le *nouvel* esprit du capitalisme, concept wébérien à l'origine, est une idéologie qui justifie l'engagement des gens au capitalisme et qui rend ces engagements attrayants. Il constitue le nouveau discours de justification qui a émergé au cours des années 1980 et 1990 et qui met l'accent sur la mobilité, la flexibilité, la fluidité et la rapidité des sujets comme principes assurant la légitimation du mode de production dans le cadre d'une cité par « projet » ou « connexionniste ». Les cités, dans la terminologie boltanskienne, se présentent comme un idéal-type qui à la fois stimule et contraint les possibilités d'action des sujets en fournissant une conception de la justice venant légitimer la logique d'accumulation du capital. Boltanski et Chiapello (1999) expliquent que la notion de réseau au coeur du *nouvel esprit du capitalisme* a été récupérée par certains auteurs managériaux pour répondre aux critiques du capitalisme. Ces critiques des années 1970 dénonçaient le caractère bureaucratique et centralisé d'un mode de régulation qui empêchait la réalisation de l'autonomie des sujets. L'analyse en termes d'*esprit du capitalisme* s'avère un point de départ pertinent pour comprendre les mutations des discours et des pratiques de gestion au sein de l'entreprise. Elle peut par ailleurs être étendue aux autres institutions comme l'université, dans la mesure où celle-ci est au centre de la nouvelle logique d'accumulation du capital.

2.2 La convergence entre les pratiques de l'entreprise et celles de l'université

Dans le cadre des mutations du capitalisme accompagnées par l'informatisation, la globalisation et la financiarisation, le sens commun laisse entendre que les entreprises doivent innover constamment pour faire face à l'augmentation de la vitesse de circulation du capital. Dans ce contexte, le savoir et la connaissance sont perçus comme étant essentiels pour permettre aux entreprises d'innover. L'entreprise en réseaux cherche ainsi à extraire de manière plus intensive le savoir et la connaissance des travailleurs, transformant ainsi ses pratiques pour devenir une « organisation apprenante ». En ce sens, les entreprises — en ce qu'elles doivent constamment transformer l'information en de nouvelles connaissances — et les universités — en tant que lieux de production du savoir brevetable — orientent leurs activités de manière convergente. En clair, les entreprises deviennent de plus en plus comme des universités et les universités de plus en plus comme des entreprises (Thrift, 2005).

Les écrits en sociologie et en économie politique de l'éducation ont abondamment critiqué les transformations organisationnelles de l'institution universitaire en termes de disciplinarisation néolibérale[15]. La plupart de ces auteurs-es décrivent la marchandisation de l'université comme un processus qui s'impose de l'extérieur subit par les acteurs. Cette critique, si elle décrit en même temps qu'elle dénonce la marchandisation de l'université, n'analyse pas de quelles manières la transformation de l'institution universitaire s'inscrit dans une mutation sociale plus large, celle du mode de régulation du capitalisme, et comment cela implique la production d'un type de sujet particulier pour assurer la reproduction sociale[16]. En ce sens, il faut voir le brouillage des frontières entre l'entreprise et l'université décrit précédemment dans le cadre de la crise du mode de régulation fordiste et de ses institutions. La critique de la transformation de l'université en termes de « néolibéralisme disciplinaire » néglige la dimension productive du

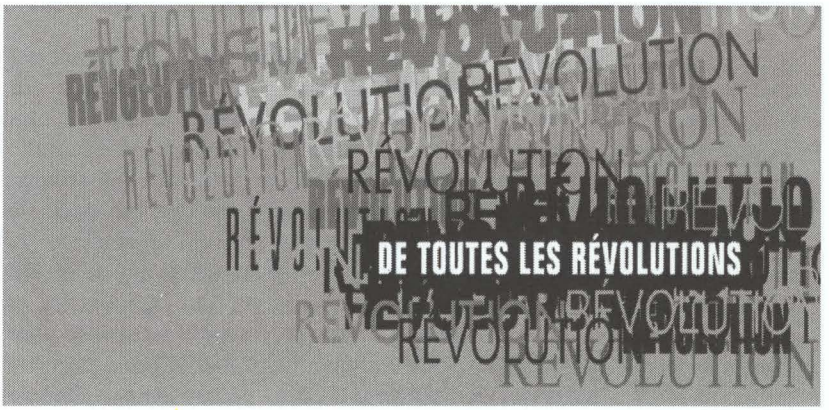
[15] Pour un résumé des auteurs, voir Slaughter et Leslie, 1999.

[16] Freitag (2002), au contraire de certains sociologues critiques qui analysent strictement le processus de marchandisation de l'université, inscrit son analyse dans une perspective plus structurante des mutations sociétales contemporaines. Cependant, il n'explique pas comment les mécanismes discursifs et performatifs de ce processus fonctionnent, ni comment sont produites de nouvelles subjectivités.

pouvoir pour ne se concentrer que sur son caractère oppressif. Il est important d'insister sur le fait que la restructuration des universités s'accompagne d'un nouveau discours de justification qui récupère la critique des institutions considérées comme des milieux hiérarchiques et oppressifs.

Dans ce contexte, l'université, à la manière de l'entreprise, déploie un discours axé sur l'« ouverture », la « flexibilité », la « décentralisation », la « coopération », la « participation », la « consultation », l'«innovation », etc. En d'autres termes, à l'entreprise en réseaux qui utilise un discours de gestion « révolutionnaire » (Peters, 1993), correspond l'émergence d'une université en réseaux qui dit faire partie « de toutes les révolutions » (voir Fig.1).

Figure 1 : Campagne de financement 2006 de l'Université Laval « De toutes les révolutions ».



2.3 Les « circuits culturels du capital » comme lieux de production et de circulation de l'idéologie managériale

La nouvelle idéologie managériale — qui se nourrit du concept de réseau — est produite et relayée par des « circuits culturels » du capital (Thrift, 2005). Ces circuits sont composés des écoles d'administration, des consultants et des gourous du management. L'effet performatif qu'ils tentent de produire consiste à instiguer et à répéter constamment de

nouvelles normes et de nouvelles valeurs pour rendre les pratiques organisationnelles plus attrayantes, plus séduisantes et plus humaines que l'ancien système considéré comme trop bureaucratique, hiérarchique et impersonnel. Le côté « doux » de l'idéologie managériale (*soft managerialism*) correspond en quelque sorte à l'inflexion sociale du néolibéralisme qui s'incarne dans le discours politique de la Troisième Voie, lequel tente d'apposer une couche de vernis humain à la figure froide de la discipline néolibérale[17].

Le discours des gourous peut être analysé dans le but de comprendre de quelles manières ceux-ci institutionnalisent de nouvelles normes, valeurs et pratiques, de même qu'ils produisent un type de sujet y correspondant. Les gourous se reconnaissent en termes d'expertise, de statut, de vente de livres, d'affluence et de coûts pour assister à leurs séminaires. Cette popularité leur confère l'autorité d'interpréter et de prédire le futur. En ce sens, leurs discours passent rapidement de la description à la prescription (Fairclough et Chiapello, 2002 : 200). Castells possède des affinités idéologiques avec les auteurs managériaux dans la mesure où il puise une partie de ses réflexions sur les transformations de la société en réseaux chez ces derniers[18], mais aussi parce que son analyse apologétique et a-critique du réseau se trouve à justifier les mutations actuelles du capitalisme. La popularité de Castells déborde des frontières universitaires pour atteindre la sphère politique et institutionnelle. Il a d'ailleurs conseillé de nombreux gouvernements et institutions en matière de TIC, dont la Russie, l'Union européenne et l'Afrique du Sud. L'œuvre de Castells a été accueillie avec enthousiasme par les acteurs du secteur de la « nouvelle économie » en ce qu'elle a été perçue comme un discours de justification de leurs activités

[17]Le discours de la Troisième voie (*thirdway*) peut être interprété comme la récupération des idéaux sociaux-démocrates dans un principe de rendement marchand. Ce discours est une bonne illustration de la capacité de récupération actuelle du système capitaliste qui intègre dans ses fondements les critiques qui lui sont adressées (Boltanski et Chapiello, 1999), mais aussi du fait que les pratiques des acteurs nourrissent dialectiquement les conventions et trames discursives dominantes, sans nécessairement se les faire imposer de manière mécanique.

[18] Castells s'appuie entre autres sur les travaux d'auteurs managériaux tels Robert Reich, Kenichi Ohmae, Richard O'Brien, Kevin Kelly, Peter Drucker, etc. qui font l'apologie de la globalisation, des TIC et de la disparition de l'État-nation. Pour une analyse des rapprochements de Castells avec les auteurs managériaux, voir Garnham, 2000 ; Jessop, 2004 ; Stalder, 2006.

économiques. Selon un article du *Wall Street Journal*, bible de l'élite financière transnationale :

> « En liant l'innovation aux transformations sociales plus larges, Castells donne un sens aux activités que certaines personnes de la haute technologie craignent de voir perçues comme égoïstes. « Les gens veulent quelqu'un qui vienne leur dire que ce qu'ils font est correct et qui le dit avec plus de substance qu'ils pourraient le dire eux-mêmes », affirme John Cage, scientifique en chef de Sun Microsystem Inc. (*Wall Street Journal*, 1998) (trad.)

La popularité de Castells et son influence auprès des décideurs politiques lui confèrent un statut s'apparentant à celui d'un gourou du réseau. Le discours sur les réseaux, compris comme concept clé de l'idéologie managériale, peut être appréhendé différemment de la conception marxiste orthodoxe (mystification de la réalité objective). En tant que forme de pouvoir qui structure le champ de possibilités des acteurs, il « produit du réel », entrant ainsi en relation dialectique avec les structures et les pratiques sociales (Fairclough, 2005). C'est en gardant en tête cette force performative que le discours de Castells sur le rôle de l'université à l'ère de l'information sera maintenant analysé.

3. Manuel Castells et l'université en réseaux : la production de sujets flexibles dans la « nouvelle économie »

En octobre 2006, Manuel Castells présentait une conférence intitulée « Les universités à l'ère de l'information » dans le cadre des *Grandes Conférences* de la TÉLUQ. Il sera question dans la présente section d'analyser les propos tenus lors de son allocution en examinant comment les changements sociaux, politiques et économiques — particulièrement les récentes transformations de l'économie capitaliste — peuvent être interprétés comme des changements discursifs et performatifs (Fairclough, 2005). Cette approche permet ainsi de soutenir que le concept de « société en réseaux » étayé par Manuel Castells n'est pas un constat neutre : il contribue à façonner une appréhension du monde et à définir graduellement le cadre de la réalité.

Quatre principaux constats émergent de l'analyse de la conférence de Castells sur l'université contemporaine, constats qui correspondent aux critiques élaborées en première partie du présent article, soit 1) l'*a priori* du savoir en tant facteur fondamental de productivité ; 2) la formation d'un sujet flexible par l'institution universitaire ; 3) l'« université en réseaux » comme *discours de justification* de la marchandisation du savoir ; 4) l'université virtuelle comme fétichisme technologique. Pour chacun de ces quatre grands thèmes, des extraits de la conférence seront présentés et analysés en tentant de débusquer les présupposés d'un discours en apparence a-idéologique et à prétention scientifique de neutralité objective.

3.1 L'a priori du savoir en tant que facteur fondamental de productivité

Selon Manuel Castells, nous sommes entrés dans un nouveau contexte, l'« ère de l'information » :

> « [...] l'ère de l'information, c'est tout simplement le temps historique dans lequel nous vivons dans l'ensemble de la planète, et parmi les traits fondamentaux de ce contexte historique, c'est le fait qu'on se retrouve dans une économie globalisée qui est organisée autour de ressources de production et de distribution des connaissances, où la connaissance devient le facteur fondamental de la productivité, de la compétitivité et donc de la richesse des nations [...]. Ce qui est nouveau, c'est qu'on a la capacité de traiter et de distribuer l'information en temps réel n'importe où et de manière rétroactive [...], c'est une société fondée sur des réseaux de communication, des réseaux horizontaux comme Internet. »

Cette nouvelle « ère informationnelle » serait caractérisée de manière indéniable par une « nouvelle économie » dans laquelle l'université constitue l'acteur central :

> « Commençons par la chose la plus directe : il y a une nouvelle économie. Cette nouvelle économie est fondée sur la connaissance, la capacité de rapports technologiques, la capacité d'organisation en réseaux des entreprises et des processus de rapports entre entreprises et marché. Dans ce contexte, la

> production de connaissances et l'innovation technologique deviennent essentielles comme facteurs de production et partout dans le monde, cette connaissance et cette innovation technologique partent des universités [...]. En ce sens, on peut justifier l'idée que l'université est l'acteur central de production de la nouvelle économie. »

Castells suggère un changement qualitatif dans l'économie, dans laquelle le principal facteur de productivité serait désormais le savoir. Cette proposition en apparence anodine sous-tend toutefois une transformation économique fondamentale : la production de la valeur dans le capitalisme informationnel ne proviendrait plus de la force de travail mais de nouveaux facteurs immatériels[19]. Il convient de se questionner sur la force performative d'un tel postulat, sur la façon dont les fonctionnements discursifs contribuent à définir les cadres d'une réalité. L'expression « nouvelle économie » est un concept, une représentation d'une réalité actuelle, mais surtout d'une réalité projetée, d'une orientation que doit prendre la société. L'expression est elle-même constituée d'éléments de discours associés à des stratégies de changement, qui font de sa valeur épistémologique une donne difficilement séparable de sa valeur rhétorique (Fairclough, 2005). Autrement dit, l'utilisation du terme « nouvelle économie » comme constat empirique suggère la nécessité d'un changement souhaité dans une direction donnée.

Les concepts de « nouvelle économie » et d'« économie du savoir » sont produits et circulent au sein de circuits culturels du capital, soit des séminaires, des revues spécialisées en management, des conférences de gourous, des écoles de gestion, des auteurs académiques prestigieux dont Manuel Castells, etc., pour ensuite être relayés médiatiquement et diffusés à grande échelle. Soutenu par des universitaires, le concept de « nouvelle économie » gagne en légitimité et en scientificité, ce qui le rend plus rassembleur et consensuel. De ce fait, lorsqu'il est diffusé dans

---

[19] En prenant pour acquis un tel postulat, Castells néglige que le débat sur la théorie de la valeur est ouvert et bat son plein. Pour un résumé des positions entre ceux qui refusent l'immatérialité du capital et les défenseurs du capitalisme cognitif et du Général Intellect, voir le récent ouvrage dirigé par Carlos Vercelone, partisan de la deuxième thèse : Vercelone, Carlos (éd.) (2003), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel* ?, Paris, La Dispute.

et pour les universités, ce discours revêt une forme plus acceptable, plus empreinte de véridicité et se présente comme une rhétorique d'inévitabilité (« il y a une nouvelle économie » selon les mots de Castells). Il permet d'éviter l'usage de termes plus controversés tel que néolibéralisme, capitalisme de marché, etc., lorsqu'il est question de restructuration des institutions d'enseignement. Ce type de stratégie discursive peut être appréhendé comme une manière de réactiver une nouvelle forme de consensus dans le capitalisme post-fordiste[20], afin de remplacer les fondements consensuels de l'ancien mode de régulation.

3.2 La formation du sujet flexible et « auto-programmable » à l'université

Selon Castells, cette nouvelle économie de la connaissance demande une nouvelle force de travail, qu'il nomme les « travailleurs auto-programmables ». Pour le conférencier :

> « [...] les qualifications professionnelles dont on a besoin changent complètement le long de la vie du travail, changent avec le changement technologique rapide, changent avec la demande des entreprises parce que dans une demande globale en évolution, il y a une transformation constante des marchés. (Elles) changent du point de vue des procédés. Donc ce qu'on apprend aujourd'hui dans les universités ne servira à rien dans 10 ans [...]. La connaissance technique et les qualités professionnelles sont totalement condamnées à court terme par rapport à l'évolution des machines, à la transformation des processus de production, etc. Donc c'est une autre qualité, c'est la capacité d'installer dans le cerveau humain d'évoluer dans la connaissance qui est nécessaire –professionnelle– en cherchant l'information nouvelle là où elle se trouve, qui est Internet, et l'organiser par rapport aux besoins que l'on a actuellement. »

---

[20] Le fordisme constituait un mode de régulation social fondé sur un certain type de sujet qui devait intérioriser certaines normes et comportements, caractérisés entre autres par la division taylorienne du travail et la répartition sociale de la richesse par l'État-providence. Le sujet économique fordiste possédait un horizon de carrière relativement stable à travers le contrat de travail à durée indéterminée. Le post-fordisme en tant que nouveau mode de régulation repose quant à lui sur un nouveau régime d'accumulation flexible qui exige la production de sujets adaptables en raison des contraintes de compétitivité engendrées par la globalisation. À propos du post-fordisme, voir Amin, 1994.

Ces « travailleurs auto-programmables » formés à l'université[21] doivent posséder une personnalité flexible :

> « Il y a aussi un rôle important des universités au niveau de la formation de personnalités dans le nouveau contexte social. Dans les analyses que j'ai faites sur la société de l'information considérée dans l'ensemble de ses transformations, il y a une exigence de nouveaux types de personnalités. Une personnalité beaucoup plus souple et beaucoup plus adaptable que les personnalités des sociétés qui nous ont précédés [...].C'est le travail flexible, le travail qui change au niveau de chaque année ; toute cette vie non prévisible demande une personnalité flexible [...]. Cette personnalité doit en même temps être renforcée par des valeurs très fortes, très ancrées, mais pas beaucoup de valeurs [...], on ne peut pas assumer toutes les valeurs en même temps [...]. C'est ce rapport entre des valeurs solides et des personnalités flexibles qui est le nouveau type de personnalité [...], il faut former des gens qui soient capables de gérer cette contradiction entre la solidité de ce qu'on croit et la flexibilité de ce qu'on fait. »

Par son obsession du constat objectif (« Dans les analyses que j'ai effectuées sur la société de l'information [...] il y a une exigence de nouveaux types de personnalités »), Castells en vient à cautionner le nouveau rôle que se donne l'université contemporaine, soit la formation de sujets néo-capitalistes flexibilisés pour le régime post-fordiste. L'emploi fréquent dans les extraits précédents de termes prescriptifs (il faut, on doit) de même que l'emploi du temps présent (il y a, c'est, ils sont) présentent les exigences du capitalisme respectivement comme des prescriptions d'action et comme des faits accomplis avec lesquels il faudrait désormais composer. Sous couvert de neutralité scientifique, ces propos ont toutefois une valeur performative, c'est-à-dire qu'ils contribuent à imposer graduellement la flexibilité comme une évidence, voire comme une nécessité pour affronter le monde contemporain.

---

[21] Il est tout de même ironique de constater que Castells, ancien marxiste à tendance althussérienne, ait recours à une définition du rôle de l'université s'apparentant à la critique marxiste qui était formulée à son égard par les intellectuels dans les années 1960, à savoir que l'université consistait en un appareil idéologique d'État.

L'université en tant que lieu de débats, de réflexions et de déploiement de la réflexivité d'une société devient donc le lieu d'une accumulation flexible du capital et le lieu de production de sujets adaptés au mode de production flexible post-fordiste (Bousquet, 2005).

Le type de personnalité que Castells décrit et cautionne par son refus d"une sociologie critique est semblable à celui prôné par les auteurs managériaux, soit l'injonction à être une chose manipulable et transformable, tout en étant une personne qui saura plaire par « des valeurs très fortes, très ancrées, mais pas beaucoup de valeurs ». Ce rapprochement entre Castells et les doctrines managériales qui prônent un travailleur flexible, souple et adaptable est aussi effectué par Abigaldi et Webster (2000) qui soutiennent qu'un nouvel agenda intellectuel de la flexibilité et du réseau se crée, rendant ainsi les frontières entres gourous managériaux et intellectuels médiatiques de plus en plus floues.

Les coûts de cette flexibilité ne sont pas discutés dans la conférence de Castells. L'injonction à entretenir une personnalité souple et adaptable implique pourtant une érosion de la sécurité d'emploi de même qu'un déni du désir humain de stabilité. Dans son analyse sur les conséquences humaines de la flexibilité, Richard Sennett (2000) soutient que le nouveau capitalisme menace de « corroder le caractère » de l'être humain dans la mesure où les exigences de flexibilité désorientent l'action à long terme, distendent les liens de confiance et d'engagement et dissocient la volonté du comportement. Selon l'auteur : « *la nouvelle économie politique trahit ce désir personnel de liberté. La révulsion contre la routine bureaucratique et la poursuite de la flexibilité ont produit de nouvelles structures de pouvoir et de contrôle, plutôt que de créer les conditions de notre libération* (Sennett, 2000 : 62*).*

Posséder une personnalité multimodale souple, voire schizophrénique (selon Castells, « il faut former des gens qui soient capables de gérer cette contradiction entre la solidité de ce qu'on croit et la flexibilité de ce qu'on fait ») est présentée comme un idéal attrayant, de la même façon qu'être branché semble nécessaire, inévitable mais aussi séduisant dans le capitalisme contemporain. Castells occulte les inconvénients que cette nouvelle production de subjectivités et de comportements peuvent entraîner en termes de pouvoir (des formes de domination plus subtiles, plus consensuées et moins visibles) et en termes psychiques (dissonance

cognitive). Sur ce plan du pouvoir, les mutations du capitalisme contemporain — dans lesquelles la restructuration de l'université s'inscrit — ne doivent pas seulement être vues à travers la figure oppressive d'un mode de gestion disciplinaire, mais aussi dans sa dimension productive (de subjectivités) inculquée par un nouveau discours managérial plus consensuel qui fait appel à la créativité, à la liberté, à la fluidité et à la connectivité. Le discours sur l'université en réseaux, tel que développé par Castells, cautionne la production de nouveaux types de sujets en utilisant leur liberté[22] pour en arriver à des fins déterminées par les exigences de compétitivité dans la « nouvelle économie ». Ces discours qui prennent la forme d'un *soft managerialism* cherchent à donner une âme à la restructuration néolibérale de l'université, à la rendre plus acceptable et plus humaine.

3.3 L'université en réseaux comme discours de justification de la marchandisation du savoir

Selon Castells, l'université comme lieu de production des sujets flexibles et auto-programmables se nomme « l'université entreprenante ». Au sein de celle-ci, la complémentarité disciplinaire est de mise pour participer à l'élaboration de réseaux de connaissances, voire d'un système[23] réticulé de connaissances spécifiques :

> « L'essentiel est donc à la fois la diversification interne du système universitaire et d'assurer des éléments de collaboration, des passerelles, des transferts d'une université à une autre pour que l'ensemble du système assure l'ensemble des fonctions [...]. La recherche fonctionne en réseaux globalisés, en réseaux mondiaux d'interaction. Il n'y a aucune université au monde qui peut faire de la recherche de pointe dans tous les domaines. Donc d'une certaine manière, l'essentiel pour les universités, c'est d'avoir ce que j'appelle un billet d'entrée dans le réseau. Il faut avoir une capacité d'ajouter de la valeur au réseau où ça se passe. Ce peut être par exemple la recherche pédagogique dans un environnement technologique avec Internet [...]. C'est ce

[22] Foucault (2004) utilise le concept de gouvernementalité — qu'il définit comme le mode de gouvernance des autres et de soi-même— pour expliquer comment le pouvoir produit des sujets en utilisant leur liberté pour en arriver à ses propres fins.

[23] On retrouve ici l'idée luhmanienne d'autopoïèse du système, de même que le côté fonctionnaliste des thèses de Castells.

> genre de capacité spécifique qui ajoute de la valeur et qui est le billet d'entrée. »

En soutenant cette complémentarité des disciplines articulées en réseau, Castells néglige la hiérarchisation des domaines universitaires qui s'opère selon leurs finalités économiques ou leur degré d'adaptabilité aux besoins dans le capitalisme académique (Slaugher et Leslie, 1999). L'université en réseaux soutenue par Castells occulte les rapports de force entre les communautés disciplinaires, laissant l'impression d'une égalité de traitement et de financement entre les domaines d'études. Son analyse cautionne par ricochet la valorisation d'un savoir instrumental marchandisable issu des domaines les plus « innovants » et le délaissement progressif de la recherche plus fondamentale.

Castells utilise le terme « université entreprenante » et non « université entrepreneuriale » pour rendre son analyse plus empreinte de neutralité et d'objectivité. Cet emploi de l'expression « université entreprenante » est directement importé du vocable et des pratiques managériales. Ce terme en apparence a-idéologique et neutre (par rapport au terme « entrepreneurial ») opère un divorce conceptuel entre les activités entreprenantes et les visées entrepreneuriales.

Selon Castells, l'université entreprenante doit motiver ses professeurs par un système de gratification et doit être comparée dans un exercice de classement afin de stimuler la production intellectuelle :

> « [...] trop souvent, l'université, les universités en général dans le monde restent bureaucratiques et corporatives dans la défense de leurs intérêts [...]. L'université se transforme et toute transformation sociale affecte des intérêts structurellement établis et il y a beaucoup de tendances dans les universités actuellement dans le monde à s'enfermer en elles-mêmes et à fermer les portes pour ne pas subir le vent de transformation qui remettrait en cause leurs privilèges [...]. La garantie d'emploi pour un professeur, qui soit fonctionnaire ou non fonctionnaire, doit être doublée toujours, partout d'un système de gratification variable. Gratification économique, mais aussi gratification du point de vue du prestige, du poste, etc. Là, il faut signaler que le corporatisme des professeurs universitaires souvent met devant

> les intérêts de la communauté scientifique et de la communauté universitaire leurs intérêts de salariés. C'est normal, [...] mais l'université en tant qu'institution n'a pas à regarder uniquement ce genre d'intérêts [...]. D'où l'idée que le classement des universités - le fameux ranking des universités - le classement est essentiel même si c'est tout à fait arbitraire. Le fait simplement qu'on va être classé, en soi c'est déjà une pression [...]. Le système de classement n'a aucune importance s'il n'y a pas de conséquence budgétaire, c'est-à-dire qu'en fonction du classement, en fonction des mesures de productivité, en fonction de la capacité d'attirer des étudiants, des professeurs, etc., il y a des conséquences budgétaires. Sinon, c'est un exercice intellectuel. »

Ici encore, Castells importe des concepts managériaux qu'il souhaite voir appliquer à l'institution universitaire pour la rendre plus performante, autrement dit pour qu'elle participe à un réseau global de compétitivité (qu'il nomme « complémentarité »), et pour que chacune y trouve son compte en déployant une connaissance spécifique. Pour cela, il privilégie des mesures de productivité issues des pratiques de management. La pratique de classement des universités s'inspire d'une pratique managériale nommée *benchmarking* (ou analyse comparative), une technique de gestion de la qualité. Elle consiste à étudier et à analyser les techniques de gestion et les modes d'organisation des autres entreprises afin de s'en inspirer et de copier les pratiques (*best practices*) de ce qui est considéré comme étant le plus efficient. La pratique du système de classement, en ce qu'elle cherche à stimuler la productivité et la compétitivité, s'inscrit dans le contexte plus large de taylorisation du travail intellectuel : séparation de l'enseignement et de la recherche, augmentation du temps partiel et des contrats de travail, hausse de la pression de publication, intensification du travail en début de carrière, insécurité, etc. (Dominelli et Hoogvelet, 1996). En encourageant cette pratique, il est possible de soutenir que Castells cautionne par le fait même l'utilisation du savoir à des fins marchandes.

3.4 L'université virtuelle comme fétichisme technologique

Le discours managérial sur lequel repose la conception castellienne de l'université en réseaux s'inscrit à l'intérieur de ce que Breton et Proulx (2002) nomment « l'idéologie de la communication ». Celle-ci

s'incarne dans la croyance que les problèmes sociaux peuvent être résolus à travers l'amélioration de la communication entre individus grâce à la technique. Comme nous l'avons mentionné plus haut, en dépit du fait que Castells se défend de toute forme de déterminisme technologique, ses propos sur le rôle des TIC dans l'université « virtuelle » le rapproche des futurologues et des gourous de la technologie tels qu'Alvin Toffler, Nicholas Negroponte et Kevin Kelly. Castells conclut d'ailleurs sa conférence par les propos suivants :

> « Enfin j'en viens à la transformation proprement technologique. D'abord, puisque l'université est essentiellement un système d'informations, la révolution technologique en information et en communication a un effet direct sur les universités, sauf si les universités ferment les portes et ignorent la révolution technologique et informatique tant qu'elles peuvent durer dans l'ancien système [...]. Les universités à distance sont de plus en plus des universités qui évoluent vers Internet [...]. Internet devient le centre des universités virtuelles [...]. Cette évolution des grandes universités sur Internet a déclenché toutes sortes de fausses polémiques. Immédiatement il y a des intellectuels nostalgiques qui parlent de la déshumanisation de l'université "ah le bon vieux temps de se voir face à face", etc. [...]. La seule manière dont on peut assurer la formation constante et le recyclage constant pour l'ensemble d'une population, c'est la formation, l'éducation à distance. Et dans notre contexte historique, c'est la formation virtuelle essentiellement sur Internet [...]. Parce que notre société étant (sic) l'enseignement supérieur de plus en plus, étant (sic) aussi – en profitant des nouveaux moyens technologiques – l'éducation supérieure à une proportion plus grande de la population [...]. D'une certaine manière, l'explosion des universités virtuelles obligent les universités à s'adapter, à repenser leur pédagogie [...]. Il y a une énorme flexibilité, une énorme possibilité mais qui demande chaque fois une innovation pédagogique, technologique et organisationnelle. »

Ce discours empreint de déterminisme technologique révèle ce que Jodi Dean (2005) conçoit comme une nouvelle forme de fétichisme, le fétichisme technologique. Le fétichisme technologique s'inscrit dans la

croyance que la technologie est en mesure de remplacer les relations sociales, en d'autres termes qu'elle est en mesure d'agir à la place des individus. De ce fait, elle masque les rapports de pouvoir et les inégalités qui se trouvent pourtant aux fondements de l'utilisation et de l'implantation des TIC.

Castells poursuit son analyse en insistant sur le *potentiel émancipatoire* de l'université virtuelle en soutenant que :

> « l'éducation virtuelle est un investissement essentiel de contribution à une société de la connaissance qui soit à la fois productive et égalitaire [...]. Plus on vit dans une société de la connaissance, plus l'égalité des chances devient la valeur fondamentale de l'égalité. »

Le déterminisme technologique chez Castells — qui prend la forme d'un fétichisme — s'inscrit dans la culture technologique dominante qui présente les technologies interactives, notamment Internet, comme des outils qui possèdent une dimension démocratique *a priori* (Dean, 2005). Castells présente ainsi l'image d'une société pacifiée, réconciliée avec elle-même et dépourvue de toute forme d'antagonismes. De ce fait, la rhétorique utilisée pour comprendre l'exclusion masque sa dimension intrinsèquement sociale en la présentant sous la forme de résolution de problèmes. Cette rhétorique repose sur une forme de violence symbolique[24] qui masque la hiérarchie sociale et les inégalités socio-économiques en présentant les actions des individus comme le résultat d'un libre choix, pourtant largement déterminé à l'avance par le système de régulation. Cette rhétorique, telle qu'élaborée et diffusée par Castells, peut se résumer ainsi : l'inégalité des chances provient d'un problème technologique (le non-branchement au réseau), et ce n'est pas parce que l'on n'est pas branché en ce moment qu'on ne le sera pas éventuellement. L'implantation des TIC à l'université — qui la transforme en université *virtuelle* — viendrait pallier au manque de « formation » des travailleurs qui doivent constamment parfaire leurs connaissances à l'aide de ce que Castells nomme la « formation constante ». Il serait maintenant possible pour le sujet flexible auto-programmable d'améliorer ce que les

[24] Pour une explication du concept bourdieusien de violence symbolique, voir notamment Landry, Jean-Michel (2006), « La Violence symbolique », *Aspects sociologiques*, vol. 13, no.1, août 2006.

théoriciens du néolibéralisme nomment le « capital humain » (Becker, 1964), et ce tout au long de sa vie, « sans n'avoir jamais mis les pieds à l'université » (voir Fig. 2).

Figure 2 : Campagne publicitaire 2006 de l'Université Laval sur la formation à distance

En ce sens, le simple fait de *virtualiser* l'université résoudrait le problème du sous-emploi, rejetant ainsi la responsabilité des inégalités structurelles sur les individus et non sur le mode de production capitaliste.

Conclusion

Le concept de réseau est présent dans l'ensemble des sphères de la société : entreprise, administration publique, domaine de la santé, analyse politique, technologie, etc. S'il s'avère une approche sociologique d'une grande pertinence pour déceler une forme de morphologie sociale spécifique (les mouvements sociaux, par exemple), il n'en demeure pas moins que son potentiel émancipatoire (horizontalité, participation, égalité) se voit récupéré par le discours managérial. Une fois instrumentalisé à des fins de fabrication de consensus, le concept de réseau masque ainsi des rapports antagonistes, des inégalités structurelles et sert à légitimer les transformations actuelles du capitalisme avancé. Le discours sur les réseaux tel qu'étayé par Manuel Castells en tant que vérité objective cautionne ainsi la restructuration des institutions universitaires selon l'idéologie managériale, nouvel *esprit du capitalisme*, et dépolitise par le fait même le processus de marchandisation du savoir.

L'apologie d'une société réticulée implique la production discursive d'un certain type de « sujet flexible » formé dans l'université en réseaux. Il convient de se questionner de manière critique sur les injonctions à la « fluidité », à la « flexibilité », au « nomadisme », faites par certains auteurs marxistes convertis en gourous de la technologie. La glorification du sujet flexible produit à l'université possède toutes les caractéristiques d'un slogan publicitaire. Derrière ces invocations au choix et à la liberté, se cache une forme plus subtile de domination, celle du contrôle, où l'apparence de liberté des comportements résulte d'une programmation stratégique qui transforme le sujet lui-même en « marchandise virtuelle » rapide, instable et rhizomatique, faisant ainsi écho aux caractéristiques de l'argent dématérialisé qui circule dans les flux monétaires électroniques. Comme le souligne Gilles Deleuze (1990) sur le passage des sociétés disciplinaires aux sociétés de contrôle :

> « Le langage numérique du contrôle est fait de chiffres, qui marquent l'accès à l'information, ou le rejet. [...] Les individus sont devenus des "dividuels", et les masses, des échantillons, des données, des marchés ou des "banques". C'est peut-être l'argent qui exprime le mieux la distinction des deux sociétés, puisque la discipline s'est toujours rapportée à des monnaies moulées qui

renfermaient de l'or comme nombre étalon, tandis que le contrôle renvoie à des échanges flottants, modulations qui font intervenir comme chiffre un pourcentage de différentes monnaies échantillons. La vieille taupe monétaire est l'animal des milieux d'enfermement, mais le serpent est celui des sociétés de contrôle. Nous sommes passés d'un animal à l'autre, de la taupe au serpent, dans le régime où nous vivons, mais aussi dans notre manière de vivre et nos rapports avec autrui. L'homme des disciplines était un producteur discontinu d'énergie, mais l'homme du contrôle est plutôt ondulatoire, mis en orbite, sur faisceau continu [...]. Beaucoup de jeunes gens réclament étrangement d'être "motivés", ils redemandent des stages et de la formation permanente ; c'est à eux de découvrir ce à quoi on les fait servir, comme leurs aînés ont découvert non sans peine la finalité des disciplines. Les anneaux d'un serpent sont encore plus compliqués que les trous d'une taupinière » (Deleuze, 1990 : 3).

Amélie Descheneau-Guay
Candidate à la maîtrise en sociologie
Université Laval

Maxime Ouellet
Doctorant en études politiques
Université d'Ottawa

***

Bibliographie

ABIGALDI, Haledi et Frank WEBSTER (2000), « Inequality and Mobilisation in The Information Age », *European Journal of Social Theory*, vol. 3, n° 1, p. 67-81

AGLIETTA, Michel (1998), « Le capitalisme de demain », *Notes de la Fondation Saint-Simon,* n° 101, Paris.

AMIN, Ash (1994), *Post-Fordism : A Reader,* Oxford, Blackwell.

BABE, Robert (1995), *Communication and the transformation of economics: essays in information, public policy and political economy,* Boulder, Westview Press.

BECKER, Gary (1964). *Human Capital : A Theoretical and Empirical Analysis*, Chicago, University of Chicago Press.

BOLTANSKI, Luc et Ève CHAPIELLO (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

BOUSQUET, Marc (2002), « The Waste Product of Graduate Education. Toward of Dictatorship of the Flexible », *Social Text*, vol. 20, nº 1, p. 81-104.

BRETON, Philippe et Serge PROULX (2002), *L'explosion de la communication à l'aube du XXIe siècle*, Paris/Montréal, La Découverte.

CASTELLS, Manuel (2006), « Les universités à l'ère de l'information », *Les Grandes Conférences de la TELUQ.*
[mms://mpp.teluq.uquebec.ca/evenements/teluq/manuel_castells.wmv] (16 octobre 2006).

CASTELLS, Manuel (2002), *La galaxie Internet*, Paris, Fayard.

CASTELLS, Manuel (2001), *L'ère de l'information. Vol. I : La société en réseaux*, Paris, Fayard.

CHAPIELLO, Ève et Norman FAIRCLOUGH (2003), «Understanding new management ideology : a transdisciplinary contribution from critical discourse analysis and new sociology of capitalism », *Discourse and Society,* vol. 13, n° 2, p.185-208.

CHÂTELET, Gilles (2000), *Vivre et penser comme des porcs : de l'incitation à l'envie et à l'ennui dans les sociétés de marché*, Paris, Gallimard.

CHESNAY, François (2002) « La "nouvelle économie" : une conjoncture propre à la puissance hégémonique américaine », dans : G. DUMÉNIL et D. Lévy (dir.), *Crise et renouveau du capitalisme*, Québec, Presses de l'université Laval, p. 105-124.

CÔTÉ, Jean-François (1998), « La société de communication à la lumière de la sociologie de la culture », *Sociologie et sociétés,* vol. 30, n° 1, p. 1-16.

DEAN, Jodi (2005), « Communicative Capitalism : Circulation and the Foreclosure of Politics », *Cultural Politics*, vol. 1, n° 1, p. 51-76.

DELEUZE, Gilles (1990), « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », *L'Autre Journal*, n° 1, mai 1990.

DOMINELLI, Lena et Ankie HOOGVELT (1996), « Globalization, Contract Government, and the Taylorization of Intellectual Labour in Academia », *Studies in Political Economy,* n° 49, p. 71-100.

DRUCKER, Peter (1993), *Au-delà du capitalisme*, Paris, Dunod.

DRUCKER, Peter (1979), *The Unseen Revolution : How Pension Fund Socialism Came to America*, New York, Harper & Row.

DUMÉNIL, Gérard et LÉVY, Dominique (2004), « Neoliberal Income Trends : Wealth, Class and Ownership in the USA », *New Left Review*, n° 30, p. 105-133.

FAIRCLOUGH, Norman (2005) « Critical Discourse Analysis », *Marges Linguistiques*, n° 9.

FREITAG, Michel (2002), *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec-Rennes, Les Presses de l'Université Laval et Presses Universitaires de Rennes.

FOUCAULT, Michel (2004), *Naissance de la biopolitique*, Paris, Seuil/Gallimard.

GARNHAM, Nicholas (2000), « La théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie : une critique », *Réseaux*, vol. 18, n° 101, p. 53-91.

HARRIBEY, Jean-Marie (2001), « La financiarisation de l'économie et la captation de la valeur » dans : DELAUNAY J.C. (dir.), *Le capitalisme contemporain : Questions de fond*, Paris, L'Harmattan, p. 67-111.

JESSOP, Bob (2004), « Informational Capitalism and Empire : The Postmarxist Celebration of US Hegemony in a New World Order », *Studies in Political Economy*, n° 71-72, p. 39-58.

LUHMANN, Niklas (1999), *Politique et complexité*, Paris, Cerf.

MARX, Karl, « Le secret de l'accumulation primitive », *Le Capital*, Livre premier, VIII° section, Chapitre XXVI.
[http://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-26.htm] (30 mars 2007).

MAY, Christopher (2003), « La marchandisation à "l'âge de l'information" : droits de propriété intellectuelle, l'État et Internet », *Actuel Marx*, n° 34, p.81-97.

MAY, Christopher, (2002), *The Information Society : a sceptical view*, Cambridge, Polity Pres.

METZGER, Jean-Luc et PIERRE, Philippe (2003), « En quoi le concept d'élite peut aider à analyser le processus de mondialisation ? », *Recherches Sociologiques*, vol. 34, n°. 1, p. 95-115.

NITZAN, Jonathan (1998), « Differential accumulation : toward a new political economy of capital », *Review of international political economy*, vol. 5, n° 2, p. 169-216.

ORLÉAN, André (2000), « L'individu, le marché et l'opinion : réflexions sur le capitalisme patrimonial », *Esprit*, novembre, p. 51-75.

PERELMAN, Michael (1998), *Class warfare in the information age*, New York, St. Martin's Press.

PETERS, Tom (1993), *L'Entreprise libérée*, Paris, Dunod.

POLANYI, Karl (1983), *La grande transformation*, Paris, Gallimard.

REICH, Robert (2001), *Futur parfait : progrès technique, défis sociaux*, Paris, Village Mondial.

SASSEN, Saskia (1996), *La Ville globale*, Paris, Descartes.

SCHILLER, Dan (1999), *Digital Capitalism : Networking the global market system*, Cambridge, The MIT Press.

SENNETT, Richard (2000), *Le travail sans qualités*, Paris, Albin Michel.

SKLAIR, Leslie (1991), *Sociology of the global system*, Hertfordshire, Harvester Wheatsheaf.

SLAUGHER, Sheila et Larry LESLIE (1999), *Academic Capitalism*, Baltimore, Johns Hopkins.

STALDER, Felix (2006), *Manuel Castells : the theory of the network society*, Cambridge, Polity.

STEHR, Nico (2000a), « Deciphering Information Technologies : Modern Societies as Networks », *European Journal of Social Theory*, vol. 3, n° 1, p. 84-94.

STEHR, Nico (2000b), « Le savoir en tant que pouvoir d'action », *Sociologie et sociétés*, vol. 32, n° 1, p. 157-170.

THRIFT, Nigel (2005), *Knowing Capitalism*, London, Sage Publication.

THRIFT, Nigel (1995), « A hyperactive World », dans : R. J. JOHNSON (dir.), *Geographies of Global Changes* , Oxford, Blackwell, p. 18-35.

TREMBLAY, Gaëtan (1995), « La société de l'information : du fordisme au gatesisme », *Communication*, vol. 16, n° 2, p. 131-158.

ZACHARY, Pascal G. (1998), « A Philosopher of the Web Is a Hit in Silicon Valley », *The Wall Street Journal*, 1er octobre, p. B1.